

MAZARS

61, Quai de Paludate
33 800 BORDEAUX

**IN EXTENSO
AUDIT AQUITAINE COMMISSARIAT AUX
COMPTES**

19, Boulevard Alfred Daney
33 000 Bordeaux Cedex

SERMA GROUP

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

MAZARS FIGÉOR

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET
DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
au capital de : 1 040 000 euros - RCS : Bordeaux 443 457 841
SIRET : 443 457 841 00031 - APE : 6920Z
N° de TVA intracommunautaire : FR 08 443 457 841
Numéro d'agrément formation : 72 33 08063 33

AUDIT AQUITAINE COMMISSARIAT AUX COMPTES

S.A.R.L. au capital de 7 622,45 € -
333 485 084 RCS MONT DE MARSAN

Société de commissariat aux comptes – Inscrite sur la liste
nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC
de Grande Aquitaine

SERMA GROUP

Société Anonyme (SA)

RCS : Bordeaux 380 712 828

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale de la société Serma Group,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Serma Group relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Ecart d'acquisition et dépréciation

- Les notes 1.5 et 1.9 de l'annexe décrivent les règles et méthodes comptables relatives aux écarts d'acquisition et à leur dépréciation.
- Nous avons obtenu les éléments probants justifiant l'existence et l'évaluation des montants comptabilisés dans les comptes, et justifiant l'absence de dépréciation. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Crédit d'impôt recherche :

- La note 2.6 de l'annexe décrit l'impact sur le compte de résultat des frais de recherche et du crédit d'impôt recherche.
- Nous avons obtenu les éléments probants justifiant l'existence et l'évaluation des montants comptabilisés dans les comptes. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes consolidés adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

En application de la loi, nous vous signalons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce ne figure pas dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion et que votre directoire n'a pas procédé à la désignation d'un organisme tiers indépendant chargé de sa vérification.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux comptes

Bordeaux, le 9 avril 2021

Mazars

In Extenso

Audit Aquitaine Commissariat Aux Comptes

RANOUX Florence
Associée

VERGES Audrey
Associée

RESULTAT CONSOLIDE

en K€	Notes	31/12/2020 12 mois		31/12/2019 12 mois	
Chiffre d'affaires	2-1	116 389	100,0%	140 586	100,0%
Production stockée et immobilisée	2-2	-22	0,0%	723	0,5%
Achats consommés	2-3	-12 300	-10,6%	-20 807	-14,8%
Sous traitance	2-3	-11 204	-9,6%	-12 767	-9,1%
Marge Brute		92 863	79,8%	107 734	76,6%
Charges externes	2-4	-14 028	-12,1%	-16 153	-11,5%
Valeur ajoutée		78 835	67,7%	91 582	65,1%
Impôts et taxes		-2 794	-2,4%	-2 797	-2,0%
Charges de personnel	2-5	-65 309	-56,1%	-70 580	-50,2%
Autres produits et charges d'exploitation	2-6	7 335	6,3%	7 880	5,6%
Excédent brut d'exploitation		18 066	15,5%	26 085	18,6%
Dotations aux amortissements	2-7	-3 607	-3,1%	-3 087	-2,2%
Dotations/Reprises aux provisions et dépréciations	2-7	-105	-0,1%	-114	-0,1%
Résultat d'exploitation	2-8	14 354	12,3%	22 885	16,3%
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	2-9				
Charges et produits financiers	2-10	-742	-0,6%	-629	-0,4%
Résultat courant avant impôt		13 612	11,7%	22 256	15,8%
Résultat exceptionnel	2-11	-758	-0,7%	-1 785	-1,3%
Impôts sur les résultats	2-12	-2 376	-2,0%	-4 710	-3,4%
Résultat net des entreprises intégrées		10 477	9,0%	15 761	11,2%
Quote-part dans les résultats des entreprises MEQ	3-05				
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	3-01				
Résultat net des activités en cours de cession	2-13				
Intérêts des minoritaires		0	0,0%	0	0,0%
Résultat net du groupe		10 477	9,0%	15 761	11,2%
Résultat par action	2-14	9,11		13,70	
Résultat dilué par action	2-14	9,11		13,70	

BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en K€)	Notes	31/12/2020 net	31/12/2019 net
Ecarts d'acquisition	3-1	38 000	34 749
Immobilisations incorporelles	3-2	1 051	1 152
Immobilisations corporelles	3-3	18 845	18 812
Immobilisations financières	3-4	1 015	722
Titres mis en équivalence	3-5		
Actif immobilisé	3-6	58 911	55 435
Stocks et en-cours	3-7	6 998	6 404
Clients et comptes rattachés	3-8	32 677	36 558
Autres créances et comptes de régularisation	3-9	29 183	30 790
Impôt différé actif	3-10	625	970
Valeurs mobilières de placement	3-11	688	1 088
Disponibilités	3-11	40 664	31 296
Actif circulant		110 836	107 107
Actifs détenus en vue d'être cédés	3-12		
TOTAL ACTIF		169 747	162 542
PASSIF (en K€)	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Capital		2 301	2 301
Primes		4 389	4 389
Réserves consolidées		61 224	48 927
Résultat consolidés		10 477	15 761
Autres			
Capitaux propres (Part du groupe)	3-13	78 392	71 378
Intérêts minoritaires	3-13	0	0
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	3-13	78 392	71 378
Autres fonds propres	3-14	181	181
Pour risques et charges	3-15	3 368	3 271
Impôt différé passif	3-10		
Ecart d'acquisition			
Provisions		3 368	3 271
Emprunts et dettes financières	3-16	44 410	40 812
Fournisseurs et comptes rattachés	3-17	12 523	15 648
Autres dettes et comptes de régularisation	3-18	30 873	31 251
Dettes		87 806	87 711
Passifs détenus en vue d'être cédés	3-12		
TOTAL PASSIF		169 747	162 542

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

en K€	Notes	31/12/2020 12 mois	31/12/2019 12 mois
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net consolidé		10 477	15 761
Incidence des sociétés en équivalence			
Dotations, pertes de valeur s/immobilisations		3 607	3 464
Dotations et Reprises des provisions		97	479
Plus et moins values de cession		98	71
Impôts différés		364	185
Subventions virées au résultat		-80	-153
Autres			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		14 563	19 807
Variation nette exploitation		-2 425	524
Var° de stock		-549	556
Var° des Créances d'exploit°		4 254	-4 173
Var° des Dettes d'exploit°		-6 130	4 141
Variation nette hors exploitation		1 686	-1 306
Var° des créances hors exploitation		1 678	-1 297
Var° des dettes hors exploitation		8	-9
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT		-739	-782
Flux net de trésorerie généré par l'activité		13 824	19 025
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaist / acquisition immos incorporelles		-255	-261
Décaist / acquisition immos corporelles		-3 029	-6 648
Encaist / cession d'immos corp et incorp		5	1 613
Subventions d'investissement encaissés			
Décaist / acquisition immos financières		-271	-141
Encaist / cession immos financières			
Variation BFR sur immobilisations		-210	-3 458
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales		-1 074	-412
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investisseme		-4 834	-9 307
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital ou apports			
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		-3 454	-4 993
Variation des autres fonds propres			119
Subvention d'investissement			582
Encaissements provenant d'emprunts		10 897	2 812
Remboursement d'emprunts		-955	-1 444
Variation du compte courant		-6 300	1 227
Variation des frais financiers		-33	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financemen		155	-1 697
VARIATION DE TRESORERIE		9 145	8 021
TRESORERIE A L'OUVERTURE		32 102	24 058
Incidences des variations de taux de change		-13	23
TRESORERIE A LA CLOTURE		41 234	32 102
VARIATION DE TRESORERIE		9 145	8 021

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en K€	Notes	Capital social 3-13	Primes d'émission	Réserves et résultat consolidées 3-13	Autres 3-13	Capitaux propres (Groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Capitaux propres clôture n-2		2 301	4 389	53 897		60 587		60 587
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture n-2 corrigée		2 301	4 389	53 897		60 587		60 587
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur titres auto-détenus								
Ecarts de conversion				23		23		23
Dividendes				-4 993		-4 993		-4 993
Résultat net de l'exercice				15 761		15 761		15 761
Résultat enregistré directement en capitaux propres								
Variation de périmètre		-	-	-				
Autres		0	0	0		0	0	0
Capitaux propres clôture n-1		2 301	4 389	64 688		71 378	0	71 378
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture n-1 corrigée		2 301	4 389	64 688		71 378	0	71 378
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur titres auto-détenus								
Ecarts de conversion				-12		-12		-12
Dividendes				-3 452		-3 452		-3 452
Résultat net de l'exercice				10 477		10 477		10 477
Résultat enregistré directement en capitaux propres								
Variation de périmètre		-	-	-				
Autres				0		0	0	0
Capitaux propres clôture n		2 301	4 389	71 702		78 392	0	78 392

NOTES ANNEXES

0.FAITS MARQUANTS

0.1.Faits caractéristiques de l'exercice

La crise sanitaire du Covid-19 a amené la plupart des gouvernements à prendre des mesures de quarantaine afin de contenir la propagation du virus. L'activité économique mondiale et la mobilité des personnes ont été fortement réduites. Dès les premiers signaux du développement de la pandémie, Serma GROUP a déterminé deux priorités absolues : protéger la santé de ses salariés et assurer la pérennité de ses activités. Des dépenses spécifiques, notamment des achats de masques ou de gel hydro alcoolique, ont été enregistrées pour un montant de 0,2 M€. La production du Groupe a été fortement ralentie. Les coûts fixes liés à cette sous-activité ont été comptabilisés en charges de la période. Par ailleurs, le groupe a rapidement déployé le télétravail lorsque cela était possible et lorsque cela ne l'était pas mis en place le chômage partiel. Il faut noter également que l'ensemble des unités (labo et prod), bien que perturbées ont cependant continué de fonctionner durant le confinement.

Le montant global de la prise en charge par l'état du dispositif d'activité partiel s'élève à environ 2,4 M€. Le Groupe a bénéficié du prêt garanti par l'état à hauteur de 10 M€. Le dispositif des reports d'échéances d'emprunts, fiscaux et sociaux s'élève au 31 décembre à 0,3 M€.

Dans ce cadre, l'élaboration de ces comptes consolidés au 31 décembre 2020, repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et des passifs à la date de clôture de l'état de la situation financière consolidée et celle des produits et charges de l'année. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations. Les principales sources d'incertitude relatives aux hypothèses-clés et aux appréciations portent essentiellement sur les pertes de valeur d'actifs non financiers et les écarts d'acquisition, les actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises. Le Groupe a élaboré un scénario basé sur les données prévisionnelles arrêtées en fin d'année 2020. Sur la base de ces hypothèses aucune dépréciation n'a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2020

- Variations de périmètre :
 - Fin décembre 2020, la société a acquis la société TFP. La note 4.4 de l'annexe présente les principales incidences.
 - De plus les sociétés Serma NES et Science & Surface ont fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine respectivement par Serma Safety and Sécurité et Serma technologies. La date d'effet est le 31 décembre 2020.

0.2.Évènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture ne mérite d'être signalé.

1.REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1.Principes comptables

Les comptes consolidés sont établis conformément aux principes comptables édictés par la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985, de son décret d'application du 17 février 1986 et du règlement du CRC 99-02 homologué par arrêté du 22 juin 1999.

Les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Le groupe SERMA GROUP est coté sur le marché "EURONEXT GROWTH", marché non réglementé.

Outre les points présentés en faits caractéristiques, les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes.

1.2. Périmètre et méthode de consolidation

• Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Toutes les opérations et résultats internes au groupe significatives réalisées entre les sociétés consolidées du groupe sont éliminées (créances, dettes, ventes et achats....).

• Périmètre de consolidation

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Sociétés	Siren	Siège social	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
SERMA GROUP	380 712 828	14 Rue Galilee 33 608 PESSAC	Mère	Mère	Mère
SERMA TECHNOLOGIES	824 110 613	14 Rue Galilee 33 608 PESSAC	100%	100%	IG
SERMA SAFETY and SECURITY	812 203 479	14 Rue Galilee 33 608 PESSAC	100%	100%	IG
SERMA ENERGY	833 167 919	14 Rue Galilee 33 608 PESSAC	100%	100%	IG
SERMA INGENIERIE	378 457 857	Rue de l'Aussonnelle – Au village 31700 CORNEBARRIEU	100%	100%	IG
AW2S	754 013 746	BAT H, 375 Avenue de Tivoli – 33110 LE BOUSCAT	100%	100%	IG
ID-MOS	440 324 085	14 Rue Galilee 33 608 PESSAC	100%	100%	IG
Serma Microelectronics (HCM)	440 958 270	Avenue Joliot Curie 17180 Perigny	100%	100%	IG
Thin Film Products	351 302 088	ZAC de la Bruyere 9 Rue de la Bruyere 31 120 PINSAGUEL	100%	100%	IG
Productivity Engineering GmbH		7, Behringstrasse 71083 HERRENBERG Allemagne	100%	100%	IG
SERMA INTERNATIONAL		Cité Technologique - El Ghazala- Route de Raoued Km 3,5 - 2088 ARIANA (Tunisie)	100%	100%	IG

IG : Intégration globale

Il n'existe pas d'entités ad hoc selon le sens du règlement n° 99-02 du CRC

1.3. Date de clôture des comptes

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels des sociétés consolidées au 31 Décembre. Toutes les sociétés clôturent au 31 Décembre.

Les états financiers des sociétés du groupe sont établis selon les règles comptables applicables dans leur pays d'origine et sont le cas échéant retraités afin d'être en harmonie avec les normes du groupe.

1.4. Conversion des états financiers en devises

Toutes les entités du groupe sont implantées en zone euro, sauf Serma International. Cette société établie des états financiers en Dinar Tunisien. Sa monnaie de fonctionnement est également cette même monnaie. Les Etats financiers ont été convertis selon la méthode du taux de clôture. Les taux retenus sur l'exercice ont été :

- Taux de clôture : 0,300700 euros pour 1 Dinar Tunisien
- Taux moyen : 0,300700 euros pour 1 Dinar Tunisien
- Taux d'ouverture : 0,318450 euros pour 1 Dinar Tunisien

1.5. Ecarts d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Lorsque l'écart d'acquisition est positif, il représente ou comprend la fraction du prix payée en contrepartie des avantages que procure la prise de contrôle de l'entreprise.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet de tests de dépréciation annuels, dont les modalités sont décrites à la note 1.9.

1.6. Immobilisations incorporelles

- Frais de développement

Le groupe a opté pour la méthode préférentielle de comptabilisation des frais de développement à l'actif du bilan.

Dans tous les cas, les éléments activés résultent de projets clairement identifiés dont les coûts peuvent être nettement individualisés et affectés aux projets, ainsi que mesurés de façon fiable.

La faisabilité technique de ces projets a été démontrée et ces produits sont destinés à une utilisation ou une commercialisation ultérieure.

Ces projets ont fait l'objet d'études d'utilité ou de commercialisation et les ressources tant financières qu'humaines nécessaires à l'aboutissement du projet peuvent être mises en œuvre. Les avantages économiques futurs générés peuvent être estimés supérieurs aux coûts engagés.

- Immobilisations incorporelles

Dans le poste immobilisations incorporelles, figurent également des droits d'utilisation de logiciel. Ces derniers sont amortis sur une durée de 1 à 5 ans

1.7. Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des biens comme suit :

- Matériel Industriel 3 à 10 ans
- Agencements 5 à 10 ans
- Matériel de Bureau 3 à 5 ans
- Mobilier 5 ans

1.8. Location-financement

Les contrats de location-financement, dont les conditions s'apparentent à un achat assorti d'un crédit, font l'objet des retraitements suivants dans les comptes consolidés :

- Enregistrement des biens concernés en immobilisations à l'actif,
- Comptabilisation en contrepartie des emprunts correspondants au passif,
- Annulation des redevances enregistrées en charges d'exploitation et comptabilisation des charges financières afférentes aux emprunts,
- Constatation des amortissements des immobilisations conformément aux méthodes du Groupe.

Les contrats de location-financements sont identifiés selon les modalités définies par la recommandation de l'ordre des experts comptables n°29. Cette recommandation reconnaît un contrat de « location-financement » lorsqu'un des critères suivants est identifié :

- Le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété au preneur au terme de la durée du bail.
- Le contrat prévoit le transfert de la propriété au terme de la durée du bail sur option, et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail.
- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur.
- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la juste valeur du bien loué à la date de conclusion du bail.

Les durées d'amortissement retenues pour le retraitement des biens financés en contrat location-financement sont calculées selon les mêmes méthodes que les autres biens.

1.9. Immobilisations : Dépréciation

Lorsqu'il existe un quelconque indice que la valeur actuelle d'un actif (immobilisation incorporelle ou corporelle) pourrait être inférieur à sa valeur nette comptable, alors la valeur actuelle de l'actif est évaluée et, le cas échéant, une perte de valeur est constatée. Qu'il y ait un indice de perte de valeur ou non, un test annuel de pertes de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées est effectué, en comparant leur valeur nette comptable à leur valeur actuelle.

En matière d'actifs individuels, les indices de perte de valeur proviennent essentiellement d'une diminution des valeurs de marché, d'une obsolescence technique ou d'une modification prévue dans leur utilisation. La valeur actuelle est généralement basée sur la valeur de marché. En matière de tests de pertes de valeur au niveau du Groupe, les actifs non financiers sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs identifiables qui génère des flux de trésorerie.

Ces groupes d'actifs sont définis en prenant en compte la manière dont sont gérées les activités du Groupe. Pour le groupe Serma Group, ces groupes d'actifs peuvent être analysés par entité juridique. Chaque entité reflète un groupe d'actif homogène.

Cette approche permet d'avoir des groupes d'actifs dont les entrées de trésorerie sont largement indépendantes des entrées de trésorerie des autres groupes d'actifs. Les groupes d'actifs auxquels des écarts d'acquisition ont été attribués sont testés annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation possible. Ceux qui n'ont pas d'écart d'acquisition sont testés s'il existe des indicateurs spécifiques de pertes de valeurs.

La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur d'usage et la valeur vénale diminuée des coûts de cession. Pour la plupart des groupes d'actifs, la valeur actuelle est basée sur la valeur d'usage, égale au montant des flux de trésorerie futurs actualisés en fonction d'un Coût Moyen Pondéré du Capital (CMPC). Les flux de trésorerie futurs des groupes d'actifs sont basés sur des prévisions à cinq ans auxquelles s'ajoute une valeur terminale évaluée à partir des prévisions de flux de trésorerie actualisés par le CMPC. Les taux d'actualisation utilisés sont compris entre 4,55 % et 21,4 %.

En cas de constatation d'une perte de valeur, l'écart d'acquisition est déprécié en premier. Le solde éventuel est ensuite imputé aux autres actifs au prorata de leur valeur nette comptable à la date de clôture. Lorsque les circonstances conduisant à constater une perte de valeur des actifs ont cessé d'exister, la perte de valeur correspondante est reprise, à l'exception de celle relative aux écarts d'acquisition. Les variations de pertes de valeur sont enregistrées dans les autres produits et charges d'exploitation, sauf lorsqu'elles figurent dans les éléments non récurrents.

Sur l'exercice, aucune dépréciation n'a été constatée.

1.10. Immobilisations Financières

Les immobilisations financières figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport.

1.11. Stocks

- **Matières premières**

Les stocks de matières et consommables utilisés dans le cycle de production sont évalués selon la méthode du premier entré-premier sorti (FIFO).

- **En cours de biens et de services**

Des travaux en cours sont constatés à la clôture de l'exercice en fonction du nombre d'heures d'étude affectées au projet.

La valorisation est effectuée en affectant aux heures facturables le coût de la main d'œuvre directe et l'ensemble des frais indirects de production identifiables.

a) **Contrats à long terme**

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement lorsque les éléments suivants sont réunis :

- Le montant global du contrat peut être évalué de façon fiable ;
- Le pourcentage d'avancement du projet peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes ;
- Les temps d'études et les coûts peuvent être identifiés de façon fiable.

Dans cette méthode, les produits correspondant au contrat sont pris en compte en fonction de l'avancement des études à la date de l'arrêté des comptes, mesuré en fonction des lots (ou sous-affaires) livrés à la clôture de l'exercice.

Aucune dépréciation directe n'est constatée sur les en-cours. Toutefois, une éventuelle évolution défavorable de la marge sur les lots restant à fournir est prise en compte dans la valorisation à la clôture.

b) Autres contrats

Les études de courte durée terminées et non encore facturées à la date de clôture de l'exercice, font l'objet d'une comptabilisation en « facture à établir » et le montant correspondant figure dans le poste client. Les études non terminées à la date de clôture de l'exercice et dont la remise intervient au cours des premiers mois de l'exercice suivant la clôture des comptes, sont comptabilisées selon la méthode de l'achèvement.

Le produit est comptabilisé intégralement sur l'exercice d'achèvement de la prestation.

Une dépréciation est constituée si un dépassement du devis initial est identifié.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur marchande du stock est inférieure à son coût d'achat.

1.12. Créances - dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture dont l'objet d'un examen individuel et les dépréciations nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de recouvrement.

1.13. Valeurs mobilières de placement

La gestion de la trésorerie du groupe est faite dans une optique de prudence auprès d'organismes de placement collectifs en valeurs mobilières opérant sur le marché monétaire. Le groupe n'est donc pas exposé aux risques de marché sur le capital placé. Seul le rendement obtenu des excédents de trésorerie placés est exposé au risque de taux.

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'achat ou de souscription hors frais accessoires.

Des dépréciations sont constatées le cas échéant lorsque cette valeur devient inférieure à la valeur probable de réalisation.

1.14. Provision pour risques et charges

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisées quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions pour risques et charges sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour risques et charges sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

1.15. Indemnité de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France et découlent de l'application du code du travail et de la convention collective applicable à chaque entité consolidée du groupe à savoir la convention de la métallurgie (industries).

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	Hypothèses 12/2020	Hypothèses 12/2019
Taux d'actualisation	0,33%	0,62%
Taux de croissance des salaires	Entre 1 % et 2 %	Entre 1 % et 3 %
Taux de Charges sociales	Entre 42 et 50 %	Entre 42 et 45 %
Age de Départ en retraite	En fonction de l'année de naissance du salarié 65 ans	En fonction de l'année de naissance du salarié 65 ans
Taux de mortalité	Table INSEE 2019	Table INSEE 2019

Les modifications liées à l'évolution de la législation ont été traitées comme un changement de plan. L'incidence est amortie sur 25 ans correspondant à la durée moyenne résiduelle d'acquisition des droits.

1.16. Dettes financières

Les dettes financières sont constituées de l'ensemble des emprunts et avances consentis à la société. En contrepartie de l'inscription à l'actif des investissements financés au moyen de contrats de crédit-bail une dette est enregistrée au passif afin de représenter le crédit conventionnellement obtenu pour le financement de ces biens.

1.17. Impôts différés

Le calcul de l'imposition différée est réalisé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs figurant au bilan.

En période de déficit fiscal, des actifs nets d'impôts différés ne sont maintenus au bilan consolidé que si les prévisions de l'entreprise mettent en évidence un retour proche aux bénéficiaires.

Les taux d'impôt retenu ont été de 28% ou 25% en fonction des échéances estimés.

1.18. Subventions publiques

Les subventions publiques ne font l'objet d'une comptabilisation en compte de résultat que lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- l'entreprise pourra se conformer aux conditions d'octroi des subventions ;
- les subventions sont perçues.

Les subventions d'équipement sont présentées au bilan en comptabilisant la subvention comme un produit constaté d'avance.

Les crédits d'impôt recherche sont comptabilisés dans le poste subventions d'exploitation.

1.19. Résultat exceptionnel

Les éléments comptabilisés dans le résultat exceptionnel ont été réalisés selon les modalités définies dans le plan comptable général français.

Ainsi, les éléments exceptionnels correspondent aux produits et charges résultant d'évènements ou d'opérations clairement distinct des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière régulière et fréquente.

1.20. Information sectorielle

L'activité "service" peut être analysée par entité juridique. Chaque entité reflète une activité homogène de "services".

1.21. Résultat par action

Le calcul du résultat par action est réalisé en tenant compte du nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice compte tenu des dates d'émission des nouveaux titres de capital en cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte de l'ensemble des instruments financiers potentiellement dilutifs à compter soit de l'ouverture de l'exercice soit de leur date d'émission lorsqu'elle intervient au cours de l'exercice.

1.22. Information relative aux parties liées

Le groupe communique dans son annexe, à la note 4.3, l'ensemble des transactions entre parties liées.

2. Informations relatives au compte de résultat

2.1. Analyse sectorielle du chiffre d'affaires

• Ventilation par secteur d'activité

Ventilation par secteur d'activité (en K€)	31/12/2020 12 mois	31/12/2019 12 mois
Serma Group	42 223	49 001
Serma Technologies	20 732	26 071
Safety	22 303	32 944
Serma Energy	5 129	3 350
Serma Ingenierie	47 744	55 169
AW2S	2 826	2 445
Idmos	10 856	11 591
Microelectronics (HCM)	9 412	11 938
Thim film products		
Productivity Engineering	3 140	3 131
Serma International	343	388
Opérations internes	-48 319	-55 442
Autres	0	0
Total	116 389	140 586

• Ventilation par secteur géographique

Ventilation par secteur géographique (en K€)	31/12/2020 12 mois	31/12/2019 12 mois
France	99 467	121 146
Europe en Zone Euro	16 922	19 250
Europe hors Zone Euro hors Zone Euro		190
Opérations inter secteurs		
Autres	0	0
Total	116 389	140 586

2.2. Production stockée et immobilisée

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Production stockée	-948	-594
Production Immobilisée	927	1 317
Produits versés sur opération à LT		
Total	-22	723

2.3. Achats consommés

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Achats matières 1ères & autres appro.	10 971	11 000
Variation stocks matières 1ères & aut. ap	-1 515	-156
Achats de marchandises	2 823	9 941
Variation stocks de marchandises	21	21
Achats de sous-traitance	11 204	12 767
Total	23 504	33 574

2.4. Charges externes

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Achats non stockés, Matériel et Fournitu	1 622	1 794
Autres services extérieurs	7 063	6 900
Autres charges externes	5 343	7 458
Total	14 028	16 153

2.5. Charges de personnel

- Ventilation des charges de personnel

Ventilation des charges de personnel (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Rémunération du personnel	45 809	48 313
Charges sociales	19 338	20 575
Participation	162	1 692
Total	65 309	70 580

• Analyse des effectifs

Répartition	31/12/2020	31/12/2019
Cadres	862	827
Non Cadres	315	324
Total	1 177	1 151

2.6. Autres produits et charges d'exploitation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Subvention d'exploitation	6 235	7 149
Autres produits de gestion	708	525
Transfert de charges	612	423
Autres		
Total autres produits	7 554	8 097
Risques et charges		
Pertes sur créances		
Autres	219	217
Total autres Charges	219	217
Total	7 335	7 880

Sur l'exercice, le groupe a comptabilisé 11 996 K€ en frais de recherche, contre 13 914 k€ en N-1.

Les coûts engagés ont été comptabilisés dans le compte de résultat.

Le groupe a bénéficié de crédits impôt recherche. Ceux-ci s'élèvent à 5 017 K€, contre 6 000 K€ au titre de l'exercice précédent. Ces crédits d'impôt sont enregistrés en subvention d'exploitation.

2.7. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Immobilisations incorporelles	358	391
Immobilisations corporelles	3 249	2 696
Autres		
Total dotations aux amortissements	3 607	3 087
Provisions Risques et charges	358	250
Dépréciation stocks	162	118
Dépréciation créances		16
Reprise provisions risques & charges	-221	-243
Reprise dépréciation sur Stocks	-180	-21
Reprise dépréciation sur créances	-14	-6
Autres	0	0
Total dotations /reprises	105	114

2.8. Analyse sectorielle du résultat d'exploitation

► Résultat d'exploitation

Ventilation par secteur d'activité (en K€)	31/12/2020 12 mois	31/12/2019 12 mois
Serma Group	30	109
Serma Technologies	1 914	4 632
Safety	1 177	3 756
Serma Energy	655	-7
Serma Ingenierie	5 556	8 814
AW2S	-71	-402
Idmos	2 569	3 030
Microelectronics (HCM)	2 094	2 604
Thim film products		
Productivity Engineering	533	354
International	-103	-5
Autres	0	0
Total	14 354	22 885

2.9. Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Sur les deux périodes le groupe n'enregistre aucune quote-part de résultat sur opérations faites en commun.

2.10. Charges et produits financiers

• Analyse du Coût de l'endettement financier net

Analyse du coût de l'endettement financier net (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		
Gains ou pertes sur cession de VMP de tr	8	9
Autres gains et pertes	12	21
Produits de trésorerie et d'équivalents de	21	31
Coût de l'endettement financier brut		
Charges d'intérêt sur financement	-622	-646
Autres gains et pertes s/endettement	1	-2
Coût de l'endettement financier brut	-621	-648
Coût de l'endettement financier net	-601	-617

• Analyse des Autres produits et charges financiers

Analyse (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Produits financiers		
Dividendes		
Profit s/cession titres non consolidés		
Ecarts de conversion	-5	12
Reprise sur provision et dépréciation		
Transfert de charges financières		0
Autres produits financiers		11
Charges financières		
Perte s/cession titres non consolidés		
Ecarts de conversion	-119	-1
Dépréciations et provisions	-18	-34
Autres charges financières		
Autres produits et charges financiers	-142	-11

• Analyse des Produits et charges financières

Analyse (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Coût de l'endettement financier net	-601	-617
Autres produits et charges financiers	-142	-11
Charges et produits financiers	-742	-629

2.11. Résultat exceptionnel

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Produits Exceptionnels		
Sur opération de gestion	99	102
Sur ex. antérieurs		0
Produits cession d'éléments d'actifs	5	1 801
Subventions virées au résultat		
Autres produits exceptionnels	115	31
Reprises de provision	222	313
Transferts de charges exceptionnelles		
Correction d'erreur		
Produits Exceptionnels	441	2 248
Charges Exceptionnelles		
sur opération de gestion	351	577
Charges sur exercices antérieurs	0	1
VNC des éléments d'actifs cédés	104	2 144
Autres charges exceptionnelles	582	431
Dotations aux provisions	163	880
Charges exceptionnelles	1 200	4 033
Resultat exceptionnel	-758	-1 785

Sur l'exercice 2020, les principales charges exceptionnelles concernent la mise au rebut d'un logiciel pour 331K€ ainsi les écarts actuariels liés à la provision d'indemnité de départ à la retraite, soit un montant de -90 k€

Sur l'exercice 2019, les principales opérations concernent :

- Déménagement du site des Ulis -371K€
- Indemnités de départs à la retraite, Ecart actuariels -379 K€
- Mise au rebut de matériels – 466 K€
- Cout de gardiennage exceptionnel d'un site de production – 230k€
- Cession immobilisations corporelles -104K€

2.12. Impôts sur les résultats

• Ventilation de l'Impôt sur les résultats

Ventilation de de l'impôt sur les résultats (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net consolidé	10 477	15 761
Impôt exigible	2 012	4 526
Crédit d'impôt		
Impôts différés	364	185
Autres		
Total charge d'impôts	2 376	4 710
Taux effectif	18,5%	23,0%

• Analyse du taux effectif d'imposition

Analyse du taux effectif d'imposition (en K€)	31/12/2020		31/12/2019	
		%		%
Impôt théorique	3 599	28,0%	6 823	33,3%
Effet taux entité étranger+ I. contribut°				
Effet des taux d'imposition	7		-322	
Différences permanentes	215	1,7%	251	1,2%
Amort. Ecart acquisition				
Prime de non conversion				
Dégrevement d'impôt				
Crédit d'impôt	-1 445	-11,2%	-2 042	-10,0%
Incidences I. exigible périodes antérieurs				
Autres				
Total charge d'impôts	2 376	18,5%	4 710	23,0%

- Analyse de l'impôt sur les résultats par nature de résultat

Analyse de l'impôt sur les résultats (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Impôt sur Résultat courant	2 597	5 264
Impôt sur Résultat exceptionnel	-221	-553
Impôt sur Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession		
Total charge d'impôts	2 376	4 710

2.13. Résultat net en cours de cession

Au titre de cette période et de la période précédente, il n'existe pas d'activités en cours de cession.

2.14. Résultat par action

(en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net part du groupe	10 477	15 761
Résultat par action avant dilution		
Résultat par action (en euros)	9,11	13,70
Nombre moyen d'actions	1 150 536	1 150 536
Résultat par action après dilution		
Résultat par action (en euros)	9,11	13,70
Nombre moyen d'actions	1 150 536	1 150 536

3. Informations relatives au compte de bilan

3.1. Ecart d'acquisition

- Analyse des écarts d'acquisition par activité

Analyse par activité (en K€)	Brut	Amort./ dépréciation	31/12/2020	31/12/2019
			Net	Net
Serma Technologies	4 673	201	4 472	4 472
Safety	23 736	82	23 654	23 654
Serma Ingénierie + AW2S	4 748	1 562	3 186	3 186
ID-Mos	834	489	345	345
Microelectronics (HCM)	2 685	503	2 182	2 182
THIN FILM PRODUCTS	3 251		3 251	
Productivity Engineering	1 039	128	911	911
Autres	0	0	0	0
Total	40 966	2 967	38 000	34 749

Analyse variation des écarts d'acquisition

Analyse variation (en K€)	Brut	Amort./ dépréciation	31/12/2020	31/12/2019
			Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	37 716	2 967	34 749	35 003
Acquisition				
Cession				
Effets variation de périmètre	3 251		3 251	-254
Amortissement				
Dotations Pertes de valeurs				
Ecart de conversion				
Autres	0	0	0	0
A la clôture de l'exercice	40 966	2 967	38 000	34 749

La variation de l'exercice concerne l'acquisition Thin Film Products, dont les informations relatives à cette acquisition sont présentées en note 4.4

3.2. Immobilisations incorporelles

- Analyse des immobilisations incorporelles par poste

Analyse du poste (en K€)	Brut	Amort./ dépréciation	31/12/2020	31/12/2019
			Net	Net
Frais d'établissement				
Frais de développement	2 122	1 397	724	823
Concessions, brevets, licences	3 398	3 092	306	311
Droit au bail				
Fonds de commerce				
Autres immobilisations incorporelles	34	12	21	18
Immobilisations incorp. en cours				
Avances et acomptes s/ immo incorp.				
Total	5 553	4 502	1 051	1 152

- Analyse de la variation des immobilisations incorporelles

Analyse variation (en K€)	Brut	Amort./ dépréciation	31/12/2020	31/12/2019
			Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	5 282	4 130	1 152	832
Acquisition	256		256	261
Cession				
Effets variation de périmètre	15	14	1	450
Amortissement		358	-358	-391
Dotations Pertes de valeurs				
Reprises Pertes de valeurs				
Ecart de conversion				
Autres	0	0	0	0
A la clôture de l'exercice	5 553	4 502	1 051	1 152

3.3. Immobilisations corporelles

- Analyse des immobilisations corporelles par poste

Analyse du poste (en K€)	Brut	Amort./ dépréciation	31/12/2020	31/12/2019
			Net	Net
Terrains				
Constructions	412	206	206	214
Installations tech, mat et outillages ind.	38 054	23 815	14 240	12 739
Autres immobilisations corporelles	9 155	6 558	2 597	2 251
Immeubles de placement				
Immobilisations corporelles en cours	1 802		1 802	3 608
Avances et acomptes s/ immo corp.				
Total	49 424	30 578	18 845	18 812

• Analyse de la variation des immobilisations corporelles

Analyse variation (en K€)	Brut	Amort./ dépréciation	31/12/2020	31/12/2019
			Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	45 548	26 737	18 811	16 682
Acquisition	3 334		3 334	6 886
Cession	-319	-216	-103	-1 684
Effets variation de périmètre	863	810	53	
Amortissement		3 250	-3 250	-3 073
Dotations Pertes de valeurs				
Reprises Pertes de valeurs				
Ecart de conversion	-2	-2		1
Autres	0	0	0	0
A la clôture de l'exercice	49 424	30 578	18 845	18 812

• Analyse biens pris en contrat location financement

Analyse du poste (en K€)	Brut	Amort./ dépréciation	31/12/2020	31/12/2019
			Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech, mat et outillages ind.	928	928		
Autres immobilisations corporelles	1 628	1 120	507	476
Total	2 556	2 049	507	476

3.4. Immobilisations financières

• Analyse des immobilisations financières par poste

Analyse du poste (en K€)	Brut	Dépréciation	31/12/2020	31/12/2019
			Net	Net
Titres de participations	274		274	54
Créances ratt. à des participations non co				
Autres titres immobilisés	25		25	1
Prêts				-40
Autres immobilisations financières	715		715	708
Total	1 015		1 015	722

Les autres immobilisations financières correspondent essentiellement à des dépôts et cautionnements.

• Analyse de la variation des immobilisations financières

Analyse variation (en K€)	Brut	Dépréciation	31/12/2020		31/12/2019	
				Net		Net
A l'ouverture de l'exercice	722			722		581
Acquisition	271			271		141
Cession						
Effets variation de périmètre	22			22		
Amortissement						
Pertes de valeurs						
Ecart de conversion						
Autres	0			0		0
A la clôture de l'exercice	1 015			1 015		722

• Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	Brut	Dépréciation	31/12/2020		31/12/2019	
				Net		Net
Moins de 12 mois						
1 à 5 ans	240			240		
Plus de 5 ans	721			721		668
Non destiné à la vente	54			54		54
Autre	0			0		0
Total	1 015			1 015		722

3.5. Titres mis en équivalence

Le groupe ne détient aucun titre sur lequel le groupe exerce une influence notable.

3.6. Analyse sectorielle des actifs immobilisés

- Analyse par activité des actifs immobilisés

Ventilation par secteur d'activité (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
	Net	Net
Serma Group	51	53
Serma Technologies	9 238	9 435
Safety	24 807	24 546
Serma Energy	7 376	7 605
Serma Ingenierie	4 763	4 475
AW2S	3 417	3 234
Id-Mos	595	640
Microelectronics (HCM)	4 075	4 221
Thim film products	3 326	
Productivity Engineering GmbH	1 255	1 223
Serma International	8	3
Autres activités	0	0
Total Net	58 911	55 435

- Ventilation par secteur géographique

Ventilation par secteur géographique (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
	Net	Net
France	57 648	54 209
Europe en Zone Euro	1 255	1 223
Europe hors Zone Euro		
hors Zone Euro	8	3
Opérations inter secteurs		
Autres secteur géographique	0	0
Total Net	58 911	55 435

3.7.Stocks et en-cours

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Matières premières	3 549	1 313
Encours	3 450	5 423
Produits intermédiaires et finis	507	173
Marchandises	3	24
Total Brut	7 509	6 934
Dépréciations	-510	-529
Total Net	6 998	6 404

*dont stock dont le Groupe s'attend à
recouvrer au-delà de 12 mois
dont stocks nantis*

3.8.Clients et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Avances et acomptes versés	0	55
Clients et comptes rattachés	32 768	36 607
Dépréciations	-91	-104
Total Net	32 677	36 558

Dont créances à plus de 12 mois

3.9. Autres créances et comptes de régularisation

- Analyse des Autres créances et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Créances sociales	214	155
Créances fiscales	8 209	7 036
Charges payés d'avance d'activité	1 698	2 905
Comptes courants débiteurs	18 717	19 933
Créances Impôt société	18	354
Créances sur cession d'immos		
Débiteurs divers	297	409
Charges payés d'avance hors activité		
Capital souscrit appelé non versé		
Instruments dérivés actif		
Charges à répartir et	29	
Prime de remboursement obligations		
Ecarts de conversion actif	0	
Total Brut	29 183	30 790
Dépréciations		
Total Net	29 183	30 790

- Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Moins de 12 mois	29 183	30 790
1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total Net	29 183	30 790

3.10. Impôts différés

- Analyse de l'impôt différé par catégorie

Analyse par catégorie (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Différence liées aux règles fiscales	118	968
Retraitement des comptes sociaux	926	513
Annulation des écritures fiscales	-671	-768
Elimination internes		
Autres Opération de consolidation		
Ecart d'évaluation		
Déficits et crédits d'impôts	252	257
Autres	0	0
Total Net	625	970
<i>Dont impôt différé actif net</i>	<i>625</i>	<i>970</i>
<i>Dont impôt différé passif net</i>		

- Analyse de la variation des impôts différés

Analyse variation (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
En début de période	970	1 063
Résultat	-364	-185
Enregistré en capitaux propres		
Ecart d'acquisition	19	92
Autre	0	0
Total	625	970

3.11. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

- Analyse des Valeurs mobilières de placement et des disponibilités

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Sicav OPCVM	688	1 088
Actions propres		
Dépréciation		
Total des valeurs mobilières	688 (1)	1 088 (1)
Liquidités détenues en banque et caisse	40 664	31 296
Comptes à terme		
Autres		
Disponibilités	40 664	31 296
<i>(1) dont valeur marché</i>	688	1 088

- Analyse de la trésorerie groupe et des équivalents de trésorerie

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs mobilières de placement	688	1 088
Disponibilités	40 664	31 296
Total Actif	41 352	32 384
Découverts bancaires "ponctuels"	-118	-282
Trésorerie et équivalent de trésorerie	41 234	32 102

3.12. Actifs et Passifs détenus en vue de la vente

Au titre de cette période et de la période précédente, il n'existe pas d'activités en cours de cession.

3.13. Capitaux propres de l'ensemble consolidé

- Analyse du capital

Le solde pour chacune des périodes de 2 301 k€ comprend 1 150 536 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2 € entièrement libérées, émises et en circulation.

Il n'existe à la clôture de l'exercice aucun plan ni option donnant droit à la souscription d'actions à émettre au profit des salariés du groupe.

• Analyse des réserves non distribuées

Analyse des réserves non distribuées (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Réserves légales	230	230
Réserves statutaires et réglementaires		
Réserves disponibles		
Réserves consolidées	50 109	40 438
Titres auto-détenus		
Report à nouveau	10 885	8 259
Acompte sur dividendes		
Résultat de la période	10 477	15 761
Total	71 702	64 688

3.14. Autres fonds propres

• Analyse des autres fonds propres

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Oseo	181	181
Autre		
Total	181	181

• Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Moins de 12 mois		
1 à 5 ans	181	181
Plus de 5 ans		
Total	181	181

3.15. Provision pour risques et charges

- Analyse des provisions pour risque et charges

Analyse du poste (en K€)	31/12/2019	Dotations	Reprises Montants utilisés	Reprises Montants non utilisés	Variation de périmètre	Autres	31/12/2020
Prime de non conversion							
Risques et charges commerciaux							
Risques et charges sociaux							
Risques fiscaux							
Indemnités de fin carrières	2 725	172	-196				2 701
Autres avantages postérieurs à l'emploi							
Autres risques et charges	546	367	-246				667
Restructuration							
Autres	0						0
Total	3 271	539	-442				3 368
<i>Dont résultat exploitation</i>		358	-221				137
<i>Dont résultat financier</i>		18					18
<i>Dont résultat exceptionnel</i>		163	-221				-58
		539	-442				97

La principale évolution de la provision sur les autres risques et charges concerne une dotation aux provisions pour charges relatives à des litiges salariaux et commerciaux,

- Analyse de l'obligation en matière des autres avantages postérieurs à l'emploi :

Analyse du poste (en K€)	Total 31/12/202	Total 31/12/201
	0	9
Obligations à l'ouverture	2 725	2 388
Changement d'estimation		
Cout des services rendus	37	15
Cout financier	18	34
Variation de périmètre		-124
Gains et pertes actuariels	-90	401
Amortissement du changement de plan	11	11
Obligation à la clôture	2 701	2 725

Le changement de plan de l'exercice 2007, génère une incidence de 280 500 €. Ce montant est amorti sur 25 ans correspondant à la durée moyenne résiduelle d'acquisition des droits. Le montant restant à amortir au 31 décembre s'élève à 124 K€.

3.16. Emprunts et dettes financières

Les emprunts ont été souscrits dans le cadre des programmes d'investissement de la société dont certains font l'objet de garanties réelles sur les investissements financés.

•Analyse des Emprunts et dettes financières

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	13 958	3 928
Dettes participations des salariés		
Dettes sur location financement	517	481
Dettes financières diverses	29 816	36 116
Découverts bancaires	118	282
Intérêts courus non échus	1	4
Autres		
Total Net	44 410	40 812

•Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	Moins de 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 535	12 423	0	13 958
Dettes participations des salariés				
Dettes sur location financement	234	283	0	517
Dettes financières diverses	4 300	9 200	16 316	29 816
Découverts bancaires	118		0	118
Intérêts courus non échus	1		0	1
Total au 31/12/2020	6 188	21 906	16 316	44 410
Total au 31/12/2019	8 261	16 234	16 317	40 812

Les dettes financières diverses concernent des opérations en comptes courant avec la société Financière WATT pour 29 816 K€ contre 36 116 K€ sur l'exercice précédent.

• Analyse de la variation

Analyse des variations (en K€)	31/12/2019	Ressources	Emplois	Variation périmètre	Autres	Total
Emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 928	10 897	-686		-182	13 958
Dettes participations des salariés						
Dettes sur location financement	481	305	-269		0	517
Dettes financières diverses	36 116		-6 300			29 816
Découverts bancaires	282				-164	118
Intérêts courus non échus	4				-3	1
Autres						
Total au 31/12/2020	40 812	11 202	-7 255		-349	44 410
Total au 31/12/2019	37 855	4 468	-1 400		-111	40 812

La colonne ressource comprend un montant relatif au PGE pour 10 000 K€.

• Analyse par risque

Analyse par risque (en K€)	Taux variable	Taux fixe	Total	Euros	Autres devises	Total
Emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit		13 958	13 958	13 958	0	13 958
Dettes participations des salariés						
Dettes sur location financement		517	517	517	0	517
Dettes financières diverses	29 816	0	29 816	29 816	0	29 816
Découverts bancaires	118	0	118	118	0	118
Intérêts courus non échus	1	0	1	1	0	1
Autres						
Total au 31/12/2020	29 935	14 475	44 410	44 410	0	44 410
Total au 31/12/2019	36 402	4 410	40 812	40 812		40 812

3.17.Fournisseurs et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Avances et acomptes reçus	961	487
Fournisseurs et comptes rattachés	11 562	15 161
Total Net	12 523	15 648
<i>dont échéances au-delà de 12 mois</i>		

3.18. Autres dettes et comptes de régularisation

- Analyse des Autres dettes et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Dettes sociales	10 080	12 730
Dettes fiscales	9 011	10 471
Produits comptabilisés d'avance d'activité	7 261	5 824
Fournisseurs d'immobilisations	3 519	1 156
Comptes courants créditeurs	365	368
Dettes Impôt sur les sociétés		2
Dettes diverses	19	2
Produits comptabilisés d'avance hors activité	618	698
Ecart de conversion passif	0	
Total net	30 873	31 251

- Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2020	31/12/2019
Moins de 12 mois	30 095	30 593
1 à 5 ans	320	160
Plus de 5 ans	458	498
Total	30 873	31 251

4. Autres Informations

4.1. Principaux engagements hors bilan et opérations non inscrites au bilan

- Engagements hors bilan donnés

Engagements hors-bilan donnés (en K€ - montants non actualisés)	31/12/2020	31/12/2019
Nantissement titres /fonds commerce	126	174
Complément prix TFP	400	
Cautions sur prêts souscrits		66
Cautions fournisseurs	121	121
Intérêts courus non échus cptes courants	1 659	2 921
Intérêts courus non échus		139
Autres		
Engagements hors-bilan donnés	2 306	3 421

• Engagements hors bilan reçus

Engagements hors-bilan reçus (en K€ - montants non actualisés)	31/12/2020	31/12/2019
Cautions, avals et garanties		
Emprunts non utilisés	1 267	960
Engagement de découvert	800	760
Lettre de confort		
Autres		
Engagements hors-bilan reçus	2 067	1 720

• Engagements hors bilan réciproques

Engagements hors-bilan réciproques (en K€ - montants non actualisés)	31/12/2020	31/12/2019
Location "simple" de biens immobiliers		
Engagement de location		
- loyers à versés à 1 an	2 945	2 653
- loyers à versés à +1 an et -5 ans	13 368	8 172
- loyers à versés à +5 ans	14 224	16 364
Engagements hors-bilan	30 537	27 189

4.2.. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de couverture du risque de taux d'intérêt se détaillent comme suit :

(en K€)	Contrat 1 SERMA MICROELECTRONIC
Nominal	126
Date D'opération	oct.-12
Date de maturité	oct.-21
Taux receveur	EUR 3M
Taux payeur	0,50%
Valeur de marché	-2

4.3. Autres informations

- Opérations avec les parties liées

Les opérations avec les parties liées sont :

- Opérations conclues avec la société « Financière WATT »

Les sociétés du périmètre de consolidation ont conclu avec la société « Financière WATT » une convention d'assistance technique, administrative et commerciale. A ce titre, la société a facturé au cours de l'exercice un montant de 1 621 K€ contre 1 614 K€ sur l'exercice antérieur.

- Opérations conclues avec pour le Bâtiments situés à Pessac

Les sociétés du périmètre de consolidation ont conclu avec les sociétés « SCI » des baux commerciaux d'une durée de 9 ans ferme. Au titre de l'exercice, les loyers facturés s'élèvent à 925 K€ et les charges locatives refacturés à 23 K€. Un montant de dépôt et cautionnement de 205 k€ a été versé.

- Rémunération des dirigeants

La rémunération allouée aux dirigeants n'est pas fournie car cela conduirait à donner directement la rémunération individuelle

- Exposition aux risques de change

Le groupe opérant principalement dans la zone "Euro" n'est exposé que marginalement aux risques de change.

- Exposition aux risques environnementaux

Compte tenu de la nature même de ses activités, le groupe n'est pas confronté à des risques environnementaux.

- Honoraires des commissaires aux comptes

Sur l'exercice, Le groupe SERMA GROUP a comptabilisé les honoraires suivants au titre :

- du contrôle légal des comptes :

- Mazars 126 K€
- In extenso 66 K€
- Autres 2 K€

- des services entrant dans les services autres que la certification des comptes 9 K€.

4.4. Variation de périmètre

Fin décembre 2020, la société a acquis la société TFP. Les principales incidences sont présentés ci-dessous :

(en K€)	31/12/2020
1-Détermination de l'Ecart d'acquisition	
Coût d'acquisition des titres	7 108
Achat de titres	7 073
Frais d'acquisition net d'impôt	35
Quote-part des capitaux propres à la juste valeur à la date d'acquisition	3 857
Ecart d'acquisition	3 251
2-Juste valeur des capitaux propres	
Immobilisations incorporelles	1
Immobilisations corporelles	52
Immobilisations financières	22
Stock Exploitation	45
Clients	385
Autres créances	31
Disponibilités	3 472
Total Actif	4 008
Capitaux propres hors groupe	
Dettes	159
Impôts différés	-8
Concours bancaires courants	
Total Passif	151
Juste valeur des capitaux propres	3 857
Contribution de l'ent. Acquisé depuis les dates d'acquisition	
au Chiffre d'affaires du groupe	0
au résultat groupe	0
Information s/l'ent. Acquisé depuis le début de l'exercice	
au Chiffre d'affaires sur une période de 12 mois	1 600
au résultat groupe sur une période de 12 mois	529